

La formation des syndicalistes africaines au sein des mouvements syndicaux inter/nationaux

Une histoire sous contrainte

Immanuel Harisch

Mise en ligne : septembre 2024

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2024.060704>

Résumé

Cet article prend pour objet l'*agency* et le rôle des femmes africaines en tant que responsables syndicales, participantes à des cours, éducatrices et militantes syndicales dans les années 1950 et 1960. S'appuyant sur plusieurs archives de syndicats et de partis, cet article montre que l'essor de la formation et de la mobilité syndicales n'a pas profité aux femmes. Au-delà des clivages idéologiques du syndicalisme en contexte de Guerre froide, le taux de participation des femmes aux différentes écoles de formation syndicale est resté faible. Les aspirantes à des postes de direction syndicale, telles que Hilda Otieno au Kenya, Agnes Adenowo au Nigeria et Joyce Chanda en Rhodésie du Nord, ont dû lutter contre nombre de comportements patriarcaux au sein du mouvement syndical et au-delà. L'article montre que la domination masculine s'est maintenue au sein du mouvement syndical, indépendamment des différents profils, orientations politiques et idéologiques des acteurs masculins impliqués.

Mots-clés : femmes africaines syndicalistes ; formation syndicale ; Guerre froide ; patriarcat ; Confédération internationale des syndicats libres ; Fédération syndicale mondiale

Training African women trade unionists in inter/national trade union movements in the 1950s and 1960s. A history under constraint

Abstract

This article examines the agency and impact of African women in their capacities as trade union officials, course participants, educators, and labour activists in the 1950s and 1960s. Drawing on several union and party archives, the research comparatively focuses on the educational activities of the ICFTU, the WFTU, and their national affiliates, as well as correspondence with African labour leaders. It argues that the upsurge in union education and mobilities has not benefited women. Across the ideological divide of Cold War trade unionism, women's overall enrolment rates in various trade union colleges remained low. Aspiring women trade union officials, such as Kenya's Hilda Otieno, Nigeria's Agnes Adenowo, and North Rhodesia's Joyce Chanda, struggled against a patchwork of patriarchies in the organized labour movement and beyond. The article shows that male dominance was maintained within organized labour, regardless of the different political-ideological orientations and backgrounds of the male actors involved.

Keywords : African women trade unionists; union education; Cold War; patriarchy; International Confederation of Free Trade Unions; World Federation of Trade Unions



Les fonctionnaires coloniaux des colonies britanniques, françaises et portugaises d'Afrique ne concevaient le travailleur africain que comme homme urbain ; les femmes étaient assignées au rôle de reproductrices de la classe ouvrière naissante.^{*1} À l'exception de secteurs tels que le textile et certaines industries d'Afrique du Sud, la main-d'œuvre salariée sur le continent africain dans les années 1950 et 1960 était essentiellement masculine². Bien que l'activité économique des femmes – travail agricole, commercialisation urbaine et travail domestique, pour n'en citer que quelques-unes – ait été cruciale pour l'activité économique globale, leurs contributions furent reléguées à l'arrière-plan, bien peu mesurées, et donc passées sous silence³. Si les femmes étaient sous-représentées dans le secteur salarié formel, c'était encore plus le cas dans les syndicats⁴. Cet article soutient qu'en dépit de leur petit nombre, rendre compte de *l'agency* et du rôle qu'ont pu avoir ces femmes africaines responsables syndicales dans les années 1950 et 1960 est un exercice nécessaire. Cela vient contrebalancer une historiographie antérieure qui a largement occulté les femmes en leur qualité de responsables syndicales, de participantes à des formations, d'éducatrices et de militantes syndicales⁵.

Le cadre chronologique de cette recherche est délimité par la période d'expansion significative de la formation syndicale pour les Africains, qui débuta à la fin des années 1950. L'alliance antifasciste de l'après-guerre qui conduisit à la création de la Fédération syndicale mondiale (FSM) en 1945 se rompit en 1949 avec la création de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) par les syndicats réformistes occidentaux⁶. Les années 1950 virent s'intensifier la concurrence entre la FSM et la CISL, et leurs modèles respectifs de développement économique et d'organisation sociale : le socialisme d'État et le capitalisme libéral. Leur bataille pour la conquête « des cœurs et des esprits » des syndicalistes du monde entier eut un impact significatif sur le mouvement syndical international⁷. Les dynamiques concomitantes de décolonisation et de Guerre froide contribuèrent à renforcer la « prise de conscience de l'injustice des inégalités sociales et économiques mondiales »⁸.

Cette recherche adopte une approche globale de l'histoire du travail pour analyser la quête des femmes en matière d'éducation, d'insertion dans des réseaux et de militantisme syndical transnational⁹. Comme le montre une perspective comparatiste de la formation syndicale, les confédérations syndicales internationales, en collaboration avec leurs homologues africains, créèrent des écoles de formation syndicale en résidence qui exigeaient un engagement important en matière de ressources financières, humaines et professionnelles¹⁰. La CISL, la FSM et leurs affiliés nationaux n'en furent pas les seuls acteurs. D'autres organisations, telles que

* Je tiens à remercier la rédaction en chef de la *RHCA* pour les conseils prodigués tout au long du processus, ainsi que les coordinatrices pour avoir accueilli la conférence à Aubervilliers, m'avoir inclus dans le numéro et avoir relu mon article. Je suis reconnaissant aux évaluateurs anonymes pour leurs commentaires et suggestions utiles. J'aimerais enfin adresser ma sincère gratitude à Susan Zimmermann et à l'équipe de ZARAH pour leurs discussions animées et leur soutien (<https://zarah-ceu.org/>).

¹ Cooper Frederick (2003), « Industrial Man Goes to Africa », in Lisa A. Lindsay et Stephan F. Miescher (dir.), *Men and Masculinities in Modern Africa*, Portsmouth, Heinemann, pp. 128-137.

² Bourel Étienne et Vadot Guillaume (2022), « Le salariat, un objet devenu (trop) discret en études africaines », *Cahiers d'études africaines*, 245-246, pp. 9-39.

³ Lefaucheur Marie-Hélène (1962), « La contribution des femmes au développement économique et social des pays africains », *Revue internationale du Travail*, 86(1), pp. 17-33 ; Bolanwe Awe (1991), « Writing Women into History : The Nigerian Experience », in K. M. Offen, R. Pierson, J. Rendall (dir.), *Writing Women's History : International Perspectives*, Bloomington, Indiana University Press, pp. 211-220.

⁴ Parpart Jane L. (1988), « Women, Work and Collective Labour Action in Africa », in R. Southall (dir.), *Labour and Unions in Asia and Africa : Contemporary Issues*, New York, St. Martin's Press, p. 252.

⁵ Pour les principales études anglophones et francophones, voir par exemple, Richards Yvette (2011), « Labor's Gendered Misstep : The Women's Committee and African Women Workers, 1957-1968 », *International Journal of African Historical Studies*, 44(3), pp. 415-442 ; Pascale Barthélemy (2022), *Sororité et colonialisme : Françaises et Africaines au temps de la Guerre froide, 1944-1962*, Paris, Éditions de la Sorbonne.

⁶ Carew Anthony (2000), « A False Dawn : The World Federation of Trade Unions (1945-1949) », in A. Carew et al. (dir.), *The International Confederation of Free Trade Unions*, Berne, Peter Lang, pp. 165-186.

⁷ Lewis Su Lin (2019), « "We Are Not Copyists" : Socialist Networks and Non-Alignment from Below in A. Philip Randolph's Asian Journey », *Journal of Social History*, 53(2), pp. 402-428.

⁸ Kott Sandrine (2024), *A World More Equal. An Internationalist Perspective on the Cold War*, New-York, Columbia University Press, p. 5.

⁹ Betti Eloisa et al. (2022), « Thinking the History of Women's Activism into Global Labor History », in E. Betti et al. (dir.), *Women, Work, and Activism : Chapters of an Inclusive History of Labor in the Long Twentieth Century*, New York, Central European University Press, pp. 1-31.

¹⁰ Harisch Immanuel (2023), « Great Hopes, False Promises. African Trade Unions in the World of Organized Labor. Institutions, Networks, and Mobilities during the Cold War 1950s and 1960s », thèse de doctorat, Université de Vienne.

la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC) et ses affiliés nationaux, ainsi que l'Organisation internationale du travail (OIT), participèrent également à la formation syndicale des Africains¹¹. Les organisations de femmes, tant au niveau national qu'international, offraient également des réseaux et possibilités d'éducation et de formation distincts, mais qui se chevauchaient parfois¹². La décolonisation d'une grande partie du continent africain reconfigura et élargit les mobilités syndicales¹³. Cependant, entre le milieu et la fin des années 1960, les ressources financières allouées à la formation syndicale diminuèrent considérablement. Nombre de ces écoles de formation syndicale avaient en effet été fermées et transformées en écoles du parti par les gouvernements africains de parti unique, mettant ainsi un terme à cette période brève mais féconde de formation syndicale¹⁴.

Cet article se concentre sur les activités de formation de la CISL, de la FSM et de leurs affiliés nationaux, ainsi que des syndicats africains qui étaient soit affiliés aux grandes fédérations, soit membres de l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire (UGTAN), et plus tard de l'Union syndicale panafricaine (USPA)¹⁵. Les termes « éducation » et « formation » englobaient de nombreuses formes d'éducation et de formation, avec des variantes en termes de durée et de nombre de bénéficiaires du mouvement syndical. Cela pouvait inclure l'éducation des travailleurs dispensée par des travailleuses et/ou des responsables syndicaux aux travailleurs et travailleuses, ainsi que l'éducation syndicale qui comprenait à la fois une formation générale et des cours spécialisés pour des responsables sélectionnés. En suivant les étudiantes et les diplômées de diverses écoles de formation syndicale dans leur quête d'éducation, de formation, de militantisme syndical et d'insertion dans un réseau transnational, cet article s'intéresse à des femmes syndicalistes de différentes régions d'Afrique. Cependant, la langue d'enseignement ou la localisation de l'école ont exercé une influence significative sur la composition sociologique des institutions étudiées¹⁶.

L'article montre que les femmes syndicalistes bénéficièrent bien moins que les hommes de l'essor massif de la formation syndicale. Les responsables syndicaux masculins réduisirent, voire bloquèrent, les financements supplémentaires nécessaires à la formation syndicale des femmes, tandis que les taux d'inscription des femmes dans les différentes écoles de formation syndicale restèrent faibles de part et d'autre du conflit idéologique de la Guerre froide qui imprégnait le syndicalisme. Les femmes africaines syndicalistes luttèrent également contre un ensemble d'attitudes et comportements patriarcaux hérités de la colonisation et d'autres contextes¹⁷. Cependant, malgré les farouches résistances structurelles imposées et entretenues par les responsables masculins, les femmes réalisèrent d'importantes avancées : des périodes d'activité intense menées sous la houlette de femmes syndicalistes ont notamment débouché sur la création de comités de femmes au sein des syndicats, sur des discussions sur l'égalité des salaires et des demandes d'amélioration des possibilités d'éducation pour les travailleuses.

L'article s'appuie sur diverses archives de syndicats et de partis, telles que celles du Freier Deutscher Gewerkschaftsbund (FDGB) est-allemand à Berlin, qui fait également office d'« archives fantômes » pour les documents de la FSM, de la Confédération générale du travail (CGT) française à Paris, de la CISL à Amsterdam, ainsi que de la Federation of Labor - Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO) à

¹¹ Pour un article qui révèle certains aspects des liens entre les responsables de la FICT et les syndicalistes africains, voir Blum Françoise (2012), « Christian Doctrines and Practices of Solidarity in the 1960s », in B. Unfried and E. Himmelstoß (dir.), *Die eine Welt schaffen : Praktiken von "Internationaler Solidarität" und "Internationaler Entwicklung" / Create One World. Practices of "International Solidarity" and "International Development"*, Leipzig, Akademische Verlagsanstalt, pp. 157-168. Sur l'OIT, voir Maul Daniel, Luca Puddu et Hakeem Ibikunle Tijani (2019), « The International Labour Organization », in Stefano Bellucci et Andreas Eckert (dir.), *General Labour History of Africa*, Woodbridge, Boydell and Brewer, pp. 223-264.

¹² Barthélemy Pascale et Panata Sara (2023), « Militantes africaines et organisations féminines internationales dans la Guerre froide. Un pragmatisme stratégique (1947-1963) », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 57(1), pp. 23-45.

¹³ Blum Françoise (2013), « Une formation syndicale dans la Guinée de Sékou Touré : l'université ouvrière africaine, 1960-1965 », *Revue historique*, 667(3), pp. 661-691.

¹⁴ Harisch I., « Great Hopes, False Promises », op. cit.

¹⁵ L'UGTAN, et plus tard l'USPA, étaient l'expression de la quête d'indépendance organisationnelle des syndicalistes africains par rapport à la FSM (et à la CISL). L'anticolonialisme et l'anti-impérialisme, plutôt que la lutte des classes, étaient considérés comme les forces principales. Voir Siracusano Gabriele (2021), « Trade union education in former French Africa (1959-1965) : ideological transmission and the role of French and Italian communists », *Third World Quarterly*, 42(3), pp. 483-502.

¹⁶ Au collège de la CISL en Ouganda, par exemple, les cours étaient dispensés en anglais et les femmes syndicalistes venaient principalement du Kenya, de l'Ouganda, du Nigéria, de la Tanzanie et d'autres pays. L'école syndicale de Guinée accueillait des étudiants originaires d'Afrique francophone et lusophone.

¹⁷ Miescher Stephan F. et Lindsay Lisa A. 2003, « Introduction : Men and Masculinities in Modern African History », in L. A. Lindsay and S. F. Miescher (dir.), *Men and Masculinities in Modern Africa*, Portsmouth, Heinemann, p. 3.

l'université du Maryland aux États-Unis. Ces sources ont toutefois leurs limites. Une part importante de ces documents d'archives a été rédigée par des hommes qui occupaient des postes d'autorité au sein des syndicats ou comme membres des équipes des écoles de formation syndicale. Les archives de la CISL font toutefois exception à la règle, car elles contiennent une vaste documentation sur le comité des femmes de la CISL/ITS¹⁸, et comprennent des centaines de lettres de femmes syndicalistes africaines, classées par pays¹⁹.

L'article est structuré en trois parties. Chacune documente chronologiquement les avancées, les résistances et la marginalisation des luttes des syndicalistes africaines pour l'éducation et la formation auprès de divers responsables, organes et institutions d'organisation syndicale nationales et internationales concurrentes, entre le début des années 1950 et le milieu ou la fin des années 1960. La première partie s'intéresse à la CISL, à son comité des femmes et à ses cours de formation. La deuxième partie étudie la FSM, ses cours de formation dispensés par la confédération et ses affiliés nationaux. Enfin, la troisième examine les interactions entre les syndicalistes africaines et leurs camarades masculins, en mettant l'accent sur l'éducation, la formation et la promotion générale des femmes au sein des syndicats sur le continent africain.

Les syndicalistes africaines, la CISL et ses affiliés

Après que les centrales syndicales non communistes eurent quitté la Fédération syndicale mondiale (FSM) pour former la CISL en 1949, la nouvelle fédération internationale dépêcha des missions dans 26 pays d'Afrique du Nord, de l'Ouest, de l'Est et du Centre. Elle identifiait la formation des dirigeants syndicaux comme un besoin essentiel²⁰. Dans la première moitié des années 1950, c'est au Nigeria, en Côte d'Ivoire (actuel Ghana) et au Kenya que les efforts de formation de la CISL furent les plus prononcés. Les autorités coloniales britanniques se méfiaient de l'influence croissante de la CISL et mettaient l'accent sur l'« idéal » britannique d'un « syndicalisme apolitique ». Elles craignaient également la montée d'un sentiment anticolonial au sein des syndicats²¹. Les femmes – en particulier celles des régions colonisées du monde – ne faisaient alors pas l'objet d'une attention particulière au sein de la CISL²².

Bien avant les indépendances, les responsables syndicaux africains affiliés à la CISL n'ont cessé de réclamer la création d'une école de formation syndicale sur le continent pour répondre à l'énorme demande d'éducation et de formation au sein des mouvements syndicaux africains en plein essor. Ces demandes furent finalement prises en compte lors de la première conférence régionale africaine de la CISL, qui se tint à Accra en janvier 1957. En novembre 1958, grâce à un financement du fonds de solidarité internationale de la CISL, les premiers cours offerts par l'African Labour College de la CISL débutèrent à Kampala²³. Cette nouvelle école de formation syndicale fut une institution pionnière à bien des égards et un brillant exemple de solidarité syndicale internationale. Entre 1958 et 1968, elle forma plus de six cents responsables syndicaux de premier plan venus de toutes les régions d'Afrique, dont la plupart provenaient de syndicats d'Afrique anglophone affiliés à la CISL. Toutefois, en termes d'égalité des sexes, l'institution gérée par la CISL s'adressait essentiellement aux hommes. Sur les 625 diplômés de l'African Labour College, seules 26 étaient des femmes. Il n'y eut aucune femme dans neuf cours, une seule femme dans quatre cours, deux femmes dans trois cours, quatre femmes dans une session de cours de six mois et 12 femmes dans une session de cours de deux semaines²⁴.

¹⁸ International Trade Secretariats ou secrétariats professionnels internationaux.

¹⁹ Voir la correspondance dans les archives de la CISL/CSI, Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam (IISH), 2390-97.

²⁰ IISH 1188, Hammerton, « The College on the Equator. The Story of the ICFTU Educational Activities in Africa », [1958].

²¹ Cooper Frederick (1996), *Decolonization and African Society. The Labor Question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.

²² Richards, Y., « Labor's Gendered Misstep », op. cit.

²³ L'AFL-CIO américaine était favorable à l'implantation du collège au Tanganyika, tandis que les Britanniques estimaient que la Sierra Leone était le lieu le plus approprié. Après un débat approfondi entre le TUC britannique, l'AFL-CIO et la CISL, l'Ouganda, qui était alors sous contrôle britannique, a été choisi à titre de compromis. The National Archives (TNA) Kew, Colonial Office, CO 859-1210. Minutes of W. A. C. Mathieson, 8 janvier 1958. Je remercie Eric Burton de m'avoir communiqué ces documents des TNA.

²⁴ Richards, Y., « Labor's Gendered Misstep », op. cit., p. 429.

Tableau 1. Deuxième cours pour femmes (7 octobre au 30 novembre 1962) [7^e cours] à l'African Labour College de la CISL

Nom	Pays	Âge	Profession	Nom du syndicat	Position dans le syndicat
Patricia M. Hill	Monrovia, Liberia	41	Dactylographe, Secrétaire financière	Congrès des travailleurs domestiques et assimilés, Monrovia, Liberia	Présidente
Keturah M. Ramushu	Kwenda, Rodhésie du Sud	18	Réceptionniste	Syndicat du textile et assimilés	Secrétaire adjointe
Esther J. Phiri	Mpata-mutu Township, Luanshya, Rodhésie du Nord	18	Dactylographe	Syndicat des mineurs	Membre
Dorothy M. Sherman	Monrovia, Liberia	26	Employée	Syndicat des travailleurs domestiques et assimilés du Libéria	Membre
R. N. Simon	Bato, Western Cameroon	22	Dactylographe	Syndicat des travailleurs du développement du Cameroun	Membre
Veronika G. Manna	Tiko, Cameroun occidental	21	Employée	Syndicat des travailleurs du développement du Cameroun	Membre
Ressmah Rampersad	Piton La-pix, Maurice	19	Employée	Syndicat des travailleurs des plantations	Commis
Tolofisa Namatovu	Kampala, Ouganda	34	Machiniste	Syndicat national des employés de bureau, commerciaux et techniques	Déléguée syndicale adjointe
Susan Ojijo	Kampala, Ouganda	21	Testeur d'humidité	Syndicat des travailleurs du tabac de l'Ouganda	Trésorière adjointe
I. B. Branch	Monrovia, Liberia	43	Sténographe	Syndicat des travailleurs domestiques et assimilés du Liberia	Secrétaire adjointe
Juliana G. Wanjiru	Nakuru, Kenya	17	Dactylographe	Syndicat des travailleurs agricoles et des plantations du Kenya	Trésorière de la branche
Elizabeth Cirne	Gambie	21	Dactylographe	Syndicat des travailleurs de Gambie	Membre
TOTAL	12				

Source : IISH, 1188 et 4021g, liste des cours.

Le comité consultatif pour les questions relatives aux femmes travailleuses (Comité des femmes) était un organe important qui faisait pression en faveur des luttes des femmes syndicalistes dans le monde. Face à la crainte d'éventuelles avancées de la FSM en Afrique, en Asie et en Amérique latine, la syndicaliste belge Marcelle Dehareng fut engagée comme secrétaire pour les femmes travailleuses au secrétariat de la CISL le 1^{er} mars 1957²⁵. Le Comité des femmes fut fondé conjointement par la CISL et les secrétariats professionnels internationaux (SPI) en mai 1957 et Dehareng joua un rôle clé au sein de cet organe jusqu'à sa retraite en 1985²⁶. Les membres du Comité des femmes indiquèrent clairement que leur ambition de lutter pour de meilleures conditions de travail pour les femmes et d'amener davantage de femmes au syndicalisme s'étendait aux « pays sous-développés ou à ceux qui connaissent actuellement un développement économique »²⁷. Le Comité des femmes s'intéressait à des questions telles que l'égalité de rémunération, la protection de la

²⁵ IISH, 2407a, H. A. Tulatz au secrétaire général, Structure, scope and activities of the Women's Committee and Women's Section, Bruxelles, 23 juin 1962.

²⁶ Laot Françoise 2015, « La formation des travailleuses (1950-1968) : une revendication du syndicalisme mondial ? Contribution à une histoire dénationalisée de la formation des adultes », *Le Mouvement social*, 253, pp. 84-85.

²⁷ IISH, 2407a, Joint ICFTU/ITS Consultative Committee on Women Workers' Questions. First meeting, Bruxelles, 28-29 mai 1957.

maternité, la formation professionnelle et la gestion des responsabilités familiales des travailleuses²⁸. Il mit cependant du temps à étendre ses contacts à l'Afrique, à l'Asie et à l'Amérique latine à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Des obstacles bureaucratiques, essentiellement d'ordre financier, limitaient l'adhésion à l'Europe et à l'Amérique. Toutefois, la pression croissante exercée par le Comité contraignit le comité exécutif de la CISL à financer davantage d'activités visant à promouvoir les femmes syndicalistes en Afrique. L'une de ces activités (un cours de sept semaines destiné aux femmes), se tint à l'African Labour College de la CISL du 7 octobre au 30 novembre 1962, avec 12 participantes de sept pays.

Paul Tiyaambe Zeleza fit valoir que les femmes étaient « trop souvent les destinataires passives d'un programme éducatif préparé par les hommes et qui, dans le meilleur des cas, n'est que légèrement émaillé de préoccupations concernant l'état de la participation des femmes au mouvement syndical »²⁹. Sous l'égide de la CISL, trois types de cours permirent de remédier à cette situation habituelle entre 1962 et 1964. Le premier consistait en des stages de courte durée spécialement conçus pour les femmes syndicalistes et axés sur la formation syndicale élémentaire. L'un de ces stages se tint en décembre 1962 et fut suivi par dix-sept femmes syndicalistes africaines d'Ouganda, du Tanganyika, du Kenya et de Somalie³⁰. Un autre stage de courte durée pour les femmes, organisé par le Kampala College, se tint à Nairobi la même année³¹. Le comité du fonds de solidarité internationale de la CISL alloua 13 650 dollars US supplémentaires aux activités des femmes concernant les syndicalistes africaines en 1963, parmi lesquelles d'autres stages de courte durée en Afrique anglophone et francophone³². Toutefois, bon nombre des cours de courte durée destinés spécifiquement aux travailleuses de toutes classes sociales reproduisaient des stéréotypes sexistes, car ils étaient axés sur des aspects tels que la couture, le tricot et l'hygiène domestique³³. En outre, la langue d'enseignement au Kampala College étant l'anglais, les activités menées en coopération avec le College présentaient un biais de sélection anglophone prononcé. Comme le montre le cours pour femmes de 1962 à Kampala (voir tableau 1), les stagiaires étaient originaires de divers pays anglophones d'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Sud (à l'exception de l'île Maurice). Leurs fonctions syndicales allaient de membre de base, à secrétaire, trésorière, adjointe et présidente. Divers secteurs professionnels étaient représentés, notamment le secteur domestique, les plantations, l'exploitation minière et le textile. À l'âge de 41 ans, Patricia M. Hill, du Liberia, occupait le poste de présidente de son syndicat des travailleurs domestiques, tandis que quatre stagiaires avaient moins de 20 ans.

Le deuxième type de cours était une formation d'excellence de six mois dispensée au siège de la CISL à Bruxelles sur les questions syndicales générales, avec un accent particulier mis sur les questions féminines et les affaires internationales, et destiné aux syndicalistes africaines. Le programme avait été élaboré par le comité des femmes de la CISL/ITS, en coopération avec divers départements de la CISL. Les conditions requises étaient que la stagiaire soit une « syndicaliste dévouée » et qu'elle ait « un niveau d'éducation suffisant pour bénéficier pleinement du programme de formation » et une « très bonne connaissance de l'anglais »³⁴. La Kenyane Elisabeth Muturi, qui occupa un poste de direction au sein du syndicat des travailleurs de l'hôtellerie et de la domesticité, termina le stage avec succès. Elle finalisa son séjour en Europe par des voyages d'études aux Pays-Bas, en Allemagne et en Autriche avant de rentrer au Kenya en juillet 1964³⁵. À son retour, elle devint coordinatrice des activités féminines à la Kenyan Federation of labour (KFL) et enseigna également au centre d'éducation de la KFL. Elle fut active dans la constitution de réseaux féministes, organisant des réunions de femmes syndicalistes de divers syndicats à l'automne 1964³⁶.

Une troisième et plus importante tentative pour stimuler la syndicalisation des femmes fut le premier séminaire régional africain sur les problèmes des travailleuses, organisé conjointement par l'OIT et la CISL

²⁸ IISH 2389, ICFTU Executive Board, Women's Activities, Bruxelles, 30 novembre - 3 décembre 1964.

²⁹ Zeleza Tiyaambe (1988), *Labour, Trade Union Organisation and Women's Participation in Kenya 1963-1987*, Nairobi, Fondation Friedrich Ebert.

³⁰ IISH 3982, Women's Activities - Programme 1962, ICFTU Executive Board, Bruxelles, non daté [1963].

³¹ IISH 3982, Women's Activities - Programme 1962, ICFTU Executive Board, Bruxelles, non daté [1963].

³² IISH 3982, Women's Activities - Requests for Allocation, ICFTU Executive Board, International Solidarity Fund Committee, Washington, D. C., janvier 1963.

³³ Richards Y., « Labor's Gendered Misstep », op. cit., p. 426.

³⁴ IISH 2390, H. A. Tulatz à C. K. Lubembe, Bruxelles, 21 octobre 1963.

³⁵ Föger Katharina (2023), « Gewerkschaftsbund goes global. Österreichische Gewerkschaftssolidarität mit dem Globalen Süden zwischen 1955 und 1965 », *historia.scribere*, 15, p. 70.

³⁶ IISH 2389, ICFTU Executive Board, Bruxelles, 30 novembre - 3 décembre 1964, Agenda Item 3(c) : Education. (ii) (Supplement) – Women's activities.

à l'African Labour College de la CISL à Kampala en décembre 1964³⁷. Les 18 participants estimaient que le mouvement syndical devait « utiliser davantage les talents et les qualités naturelles des femmes africaines pour assurer le développement de syndicats “libres” et démocratiques qui serviraient non seulement les intérêts des travailleurs (majoritairement considérés comme masculins) mais aussi ceux du pays dans son ensemble »³⁸. Le cours était dispensé à la fois en anglais et en français³⁹. Ce dernier n'était pas la langue de travail habituelle de la CISL dont les activités en Afrique orientale et australe étaient généralement limitées aux Africains des anciennes colonies anglophones. La langue de travail de l'African Labour College étant exclusivement l'anglais. En ce sens, le nouveau format du cours, bien qu'il ait été unique et n'ait pas été réitéré, ouvrit les salles du Kampala College non seulement à un plus grand nombre de femmes syndicalistes, mais aussi à des femmes syndicalistes d'Afrique francophone. Il démontra également l'importance du Kampala College en tant que plaque tournante de ces efforts éducatifs, même s'ils furent de courte durée.

La revue *Women's News* du comité des femmes de la CISL/ITS, diffusée sur tout le continent africain dans les écoles de formation syndicale, les bureaux et les sièges des affiliés nationaux de la CISL et des syndicats industriels, constitua un important moyen d'auto-éducation et de mise en réseau pour les travailleuses et les syndicalistes africaines. Des responsables syndicales africaines telles que Flora Ngahyoma et Viola Watambga de Rhodésie du Sud exprimèrent à plusieurs reprises leur grande satisfaction à l'égard de *Women's News* et de la « petite brochure de propagande » *Women Workers*, dont le contenu entraîna un changement de perspective : « Je pensais que cette organisation [la CISL] était pour les hommes et non pour les femmes ; mais les organisateurs nous ont montré [sic !] que même les femmes peuvent rejoindre l'organisation en nous montrant les TRAVAILLEUSES »⁴⁰. Les *Women's News* et la correspondance afférente sont une source d'information précieuse, car ils nous permettent d'avoir un aperçu des points de vue et des opinions des syndicalistes africaines qui participaient régulièrement aux cours d'éducation et/ou aux programmes de formation de la CISL.

Cependant, après un élan prometteur entre 1962 et 1964, le bureau exécutif de la CISL, qui ne comptait aucune femme dans son personnel jusqu'en 1969, réduisit les dépenses destinées aux femmes syndicalistes⁴¹. La raison est la réduction substantielle des contributions financières de l'AFL-CIO au fonds de solidarité et son engagement croissant dans les relations bilatérales en dehors de la CISL. D'autres fédérations suivirent son exemple. Un autre facteur déterminant fut le mépris des dirigeants masculins pour les activités des femmes syndicalistes. Les membres du Comité des femmes de la CISL/ITS furent scandalisées lorsque la CISL réduisit considérablement le financement disponible pour leurs activités sur le continent africain⁴². Signe tangible de son indifférence à l'égard des efforts du Comité, le comité du fonds de solidarité internationale de la CISL n'alloua que 570 dollars US à la promotion des femmes africaines dans les syndicats (soit à peine 0,7 % du budget total alloué à l'ensemble du continent) au cours du premier semestre 1966⁴³. Cette décision représentait un sérieux recul dans le financement des activités des femmes par la direction de la CISL.

Malgré ces résistances croissantes, les syndicalistes africaines issues de diverses parties du continent ont établi des contacts avec leurs « sœurs », un terme habituellement employé par les syndicalistes anglophones lorsqu'elles contactaient d'autres militantes syndicalistes, tant en Afrique qu'en Europe. Elles ont noué des liens personnels et constitué des réseaux par le biais de formations dispensées dans leur pays ou à Kampala, de voyages d'étude, de correspondance avec les membres du comité des femmes de la CISL/ITS ou de publications telles que *Women's News*. Les femmes nigérianes, actives au sein du United Labour Congress (ULC), affilié de la CISL, étaient parmi les plus promptes à répondre favorablement aux activités du Comité des femmes et à faire preuve de leur engagement dans l'éducation et le militantisme syndicaux. Plus largement, les organisations de femmes nigérianes ont été à l'avant-garde d'un vif débat sur la participation politique

³⁷ À partir des années 1960, l'OIT a donné la priorité à l'Afrique dans le domaine de l'éducation des travailleurs. Voir, par exemple, Organisation internationale du travail (1967), *Evaluation and Prospects of Technical Assistance in Africa*, Genève, OIT.

³⁸ Richards Y., « Labor's Gendered Misstep », op. cit., p. 428.

³⁹ J. W. Brügel, « Die Gewerkschaftsschule am Äquator », *Praxis der Erwachsenenbildung*, 1965, pp. 116-118. En ligne, consulté le 4 janvier 2023. URL : <http://library.fes.de/gmh/main/pdf-files/gmh/1965/1965-02-Praxis.pdf>

⁴⁰ Première citation : IISH 2407c, Marcelle Dehareng à Flora Ngahyoma, Bruzelles, 6 février 1962. Seconde citation : IISH 2397a, Viola Watambga à Wilhemine Moik, « President of ICFTU » [sic!], Salisbury, 11 octobre 1962.

⁴¹ Laot F., « Les syndicalistes français », op. cit., p. 269.

⁴² Richards Y., « Marred by Dissimulation », op. cit., p. 47.

⁴³ IISH 3983, International Confederation of Free Trade Unions. International Solidarity Fund Committee, Agenda Item F : ISF General – Requests for Allocations Educational, Women and Youth Activities. AFRICA, Bruxelles, juillet 1966.

des femmes au cours des années 1950⁴⁴. En 1963, Elizabeth Asabor, Beatrice Simpson et Agnes Adenowo aidèrent le représentant de la CISL, H. P. Scherzel, à créer et à gérer le premier centre de formation professionnelle des adultes dans un quartier ouvrier proche de Lagos, grâce à des fonds de la CISL. En l'espace d'un mois, le centre avait ouvert quatre classes avec 71 étudiants⁴⁵. Lorsque George McCray, chargé de cours au Kampala College depuis sa création en 1958, visita l'école en 1964 pour le compte de l'AFL-CIO, il fut impressionné par le programme. Il revint convaincu que de telles initiatives rehausseraient la visibilité et le prestige de la CISL au Nigéria⁴⁶. À l'inverse, que les dirigeants masculins de l'ULC n'aient jamais pris la peine de visiter le centre, ni de lui apporter un quelconque encouragement ou soutien, témoigne de l'ancrage du paternalisme, de l'ignorance et de la jalousie parmi les dirigeants syndicaux africains, dont il sera question dans la troisième partie de cet article⁴⁷.

Elizabeth Asabor, ancienne élève du Kampala College, avait été recommandée pour une formation au siège de la CISL à Bruxelles. Agnes Adenowo avait d'abord travaillé comme trésorière de l'aile jeunesse de l'ULC. Plus tard, elle fut également l'une des secrétaires du Women's Affairs Committee (WAC), créé au sein de l'ULC en 1966⁴⁸. Le WAC insistait sur la nécessité de mener des campagnes d'éducation au sein des syndicats et de « poursuivre l'agitation [et] l'éducation auprès des employeurs de femmes et des fonctionnaires du gouvernement »⁴⁹. Outre le militantisme syndical, les responsables comme Adenowo étaient désireuses d'approfondir leurs connaissances et d'améliorer leurs compétences. Leurs correspondances privées témoignent de la détermination d'Adenowo. En juillet 1967, elle adressa une lettre personnelle au secrétaire général adjoint de la CISL, Herbert Tulatz, à Bruxelles. « Afin de vous rappeler », écrit-elle à Tulatz, « que j'insiste pour participer à un cours de formation syndicale, éventuellement au Kampala College (CISL) »⁵⁰. La persévérance d'Adenowo, son travail acharné et sa capacité à nouer des contacts⁵¹ furent récompensés, puisqu'elle obtint un congé d'études rémunéré de la CISL pour suivre le dix-huitième cours de l'African Labour College au printemps 1968⁵². Au Kampala College, cependant, le harcèlement sexuel et la discrimination fondée sur le sexe anéantirent rapidement la volonté d'Adenowo de poursuivre ses études⁵³. Les contestations qui suivirent les mesures disciplinaires prises par le directeur Ananaba à l'encontre des participants masculins du cours donnèrent finalement aux autorités ougandaises l'opportunité de fermer l'établissement. La fermeture du prestigieux collège de Kampala interrompit non seulement le parcours éducatif d'Adenowo, mais représenta également pour les hauts responsables de la CISL la « fin d'une époque en ce qui concerne les activités éducatives en Afrique »⁵⁴. Leur déconvenue fut certainement aussi affectée par les fréquents coups d'État et l'autoritarisme croissant. La réorientation et le retrait significatif de la CISL réduisirent encore les possibilités restreintes pour les syndicalistes africaines de recevoir une éducation et une formation de la part des fédérations internationales à la fin des années 1960.

⁴⁴ Panata Sara (2016), « Revendiquer des droits politiques au Nigéria. Le Women Movement dans les années 1950 », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 43, pp. 174-183.

⁴⁵ IISH 2396d, H. P. Scherzel à Marcelle Dehareng, 18 novembre 1963.

⁴⁶ IISH 2396d, George McCray à H. A. Tulatz, Ebute Metta, 25 février 1964.

⁴⁷ *Ibid.* ; le peu d'écho que ces cours ont reçu a également été critiqué par Adenowo à plusieurs reprises.

⁴⁸ IISH 2396d, Marcelle Dehareng à Hannah C. Emesibe, Bruxelles, 17 janvier 1967.

⁴⁹ IISH 2396d, [Anonyme], Organising Women Workers, memorandum, non daté [1967].

⁵⁰ IISH 2396d, Agnes Adenowo à Herbert Tulatz, Ebute-Metta (Lagos), 29 juillet 1967.

⁵¹ Adenowo a également présenté son cas au responsable syndical nigérian Wogu Ananaba, qui dirigeait le bureau de l'AFRO à Lagos à l'époque, mais qui allait être nommé directeur du Kampala College peu de temps après.

⁵² Richards Y., « Labor's Gendered Misstep », op. cit., p. 437.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ IISH 4021a, ICFTU Inter-Office Memorandum, Marcelle Dehareng, janvier 1969.

Les syndicalistes africaines, la FSM et ses affiliés

La FSM fut fondée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en octobre 1945, et réunit des syndicats de sociétés capitalistes, socialistes et coloniales jusqu'à sa scission en 1949⁵⁵. En 1948, elle promulgua une déclaration de principe prônant l'égalité salariale pour les travailleuses et affirmant que le travail des femmes ne devait en aucun cas être considéré comme inférieur à celui des hommes⁵⁶. La déclaration soulignait la nécessité d'organiser les femmes dans les syndicats, en particulier en Afrique et en Asie⁵⁷.

L'un des premiers cours proposés par la FSM, destiné à environ 160 syndicalistes africains, asiatiques et latino-américains, se déroula à Budapest entre 1953 et 1955⁵⁸. Des recherches supplémentaires dans des fonds d'archives seraient nécessaires pour faire la lumière sur ces premiers cours et retrouver les noms des potentielles militantes syndicalistes qui y participèrent. En juin 1956, toujours à Budapest, la FSM organisa sa première conférence mondiale des femmes travailleuses⁵⁹. Une des idées nées lors de la conférence était de monter un séminaire international de formation pour les femmes syndicalistes. Ce séminaire se tint du 15 au 30 septembre 1957 à Zlenice, près de Prague, en République socialiste de Tchécoslovaquie. La plupart des 30 participantes venaient d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. L'un des sept principaux thèmes abordés portait sur le travail des femmes et le syndicalisme dans les « pays capitalistes, coloniaux et semi-coloniaux »⁶⁰. La FSM, consciente de la création par la CISL d'une école de formation syndicale à Kampala en 1958, mit sur pied, en août 1959, une école centrale de formation syndicale à Budapest destinée aux militants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine⁶¹. Malheureusement, comme pour les premiers cours de la FSM, les données manquent sur le profil des participants africains à cette école de formation – y compris sur les potentielles femmes syndicalistes qui suivirent un cours dans la Hongrie socialiste.

Une autre école de formation syndicale susceptible d'accueillir des femmes d'Afrique francophone et d'ailleurs fut ouvert sous le nom d'Université ouvrière africaine en 1960. Fruit d'une coopération entre l'UGTAN panafricaine, dont le siège se trouvait à Conakry, et la FSM, l'école fut d'abord basée à Dalaba avant d'être transférée dans la capitale guinéenne⁶². Elle fut dirigée, de sa création jusqu'en 1965, par le cégétiste français Maurice Gastaud. Le programme d'études suivait l'objectif de la FSM de « créer une avant-garde syndicale ouvrière consciente, [...] et d'affirmer la validité de la lutte des classes dans la société africaine »⁶³. Si la majorité des cours était dispensée en français, certains étaient aussi en portugais et, par la suite, en anglais. Le corps étudiant comprenait donc des personnes originaires de Guinée portugaise, d'Angola, ainsi que d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe anglophones⁶⁴. Les participants aux cours de l'Université ouvrière de Conakry venaient de secteurs très divers : santé, éducation, ports et docks, chemins de fer, banques, mines et carrières, transports, etc. Malgré la diversité des métiers et des professions, le secteur public était fortement représenté⁶⁵.

De février 1960 à janvier 1965, 16 cours furent organisés, mais seules 26 participantes sur un total de 469 étaient des femmes, soit une proportion de 5,5 %. Blum a noté que les archives révèlent qu'aucun effort spécifique n'a été effectué pour attirer davantage de femmes à l'Université des travailleurs africains⁶⁶. La faible proportion de femmes et l'absence d'initiatives visant à améliorer leurs taux d'inscription peuvent sembler surprenantes pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord, au regard de la situation des femmes

⁵⁵ Carew A., « A False Dawn », op. cit.

⁵⁶ Laot F., « La Formation des Travailleuses », op. cit., p. 70 ; Wolf Johanna (2024), « "Women as Workers". Discussions about Equal Pay in the World Federation of Trade Unions in the Late 1940s », in Çağatay S. et al. (dir.), *Through the Prism of Gender and Work : Women's Labour Struggles in Central and Eastern Europe and Beyond, 19th and 20th Centuries*, Leyde, Brill, pp. 202-230.

⁵⁷ Wolf J., « "Women as Workers" », op. cit., p. 5.

⁵⁸ Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR, Bundesarchiv Berlin-Lichterfelde, Berlin (SAPMO BArch), DY 34/3291, discours de Chleboun dans Probleme des Inhalts der Ausbildung afrikanischer Gewerkschafter [...], Bernau, 20 juin 1963.

⁵⁹ Pour une mise en perspective des militantes africaines présentes à Budapest, voir Barthélemy P., *Sororité et colonialisme*, op. cit., chapitre 6.

⁶⁰ Zimmermann Susan (2023), « Spurring Women to Action ? Communist-led Women's Trade Unionism Between the Hungarian Shop Floor and Top-level Internationalism, 1947 to 1959 », *Journal of Contemporary Central and Eastern Europe*, 31(2), p. 351.

⁶¹ November András (1965), *L'Évolution du mouvement syndical en Afrique occidentale*, Paris, Mouton, pp. 197-99.

⁶² Blum F., « Une formation syndicale », op. cit.

⁶³ Siracusano G., « Trade union education in former French Africa », op. cit., p. 490.

⁶⁴ Harisch I., « Great Hopes, False Promises », op. cit., p. 162-166.

⁶⁵ Blum F., « Une formation syndicale », op. cit., p. 681.

⁶⁶ Communication électronique de l'auteur avec Françoise Blum, 19 décembre 2020.

en Guinée : dans un certain nombre de récits, le Parti démocratique de Guinée (PDG) de Sékou Touré a été loué pour son attitude et ses politiques relativement progressistes à l'égard de l'émancipation des femmes⁶⁷. Le président guinéen affirmait que « l'émancipation des femmes doit donc être comprise comme l'une des conditions indispensables au progrès de la société guinéenne »⁶⁸. Touré liait dialectiquement l'émancipation des femmes à l'émancipation des hommes, puisque « l'émancipation des femmes est la condition essentielle de l'émancipation de l'homme »⁶⁹.

Les femmes guinéennes jouèrent un rôle crucial dans la grande grève de 1953 qui concerna toute l'Afrique occidentale française⁷⁰. Elles eurent également un rôle décisif dans la campagne du « non » de 1958 et dans le développement général du PDG. Outre l'importance accordée par le PDG à l'égalité de statut et d'accès des femmes à l'éducation, il fut affirmé le droit des femmes à exercer toutes les professions. « Aujourd'hui [...], écrivit Dobert en 1970, les femmes guinéennes dirigent la circulation, conduisent des tracteurs, deviennent chimistes, électroniciennes, vétérinaires et géologues »⁷¹. Les syndicats guinéens comptaient également des femmes à des postes de direction au début des années 1960, contrairement à la plupart des syndicats des pays africains de l'époque⁷². Camara Loffo, par exemple, était secrétaire aux affaires féminines à la Confédération nationale travailleurs de Guinée (CNTG) en 1960, et madame Camara, née Keita Marguerite, était membre du Conseil national des syndicats d'enseignants⁷³.

En y regardant de plus près, on constate que « sur un total de 26 femmes [africaines] [à l'Université des travailleurs africains], *pas moins de 22 étaient guinéennes* »⁷⁴. Malheureusement, le directeur Gastaud n'explique pas cette disparité dans la participation des femmes dans son rapport, et ne nous donne pas plus d'informations sur les participantes elles-mêmes. D'un point de vue quantitatif, nous pouvons relever que si la Guinée a désigné 22 femmes sur 261 participants guinéens (soit 8,4 % de femmes), toutes les autres organisations africaines ayant envoyé des stagiaires en dehors de la Guinée ne désignèrent en tout que quatre femmes sur 208 participants (1,9 %). Cela suggère au moins deux hypothèses. Premièrement, les politiques relativement progressistes de la Guinée en matière d'autonomisation des femmes eurent un impact positif sur la proportion de femmes participant à l'école de formation syndicale. Deuxièmement, la faible proportion de femmes venues des autres centrales nationales africaines et de chaque syndicat peut suggérer une sensibilisation beaucoup plus faible aux questions de genre dans ces organisations de travailleurs. Cela se traduit en retour par une tendance à interdire aux femmes de parcourir de longues distances et à rester loin de chez elles dans une école de formation étrangère pendant plusieurs semaines. Un facteur décisif est que le processus de sélection et d'admission était contrôlé presque exclusivement par des acteurs masculins – responsables syndicaux, combattants de la libération et hommes politiques, d'Europe et d'Afrique.

⁶⁷ Schmidt Elizabeth (2002), « “Emancipate Your Husbands !” Women and Nationalism in Guinea, 1953-1958 », in J. Allman, S. Geiger and N. Musisi (dir.), *Women in African Colonial Histories*, Bloomington, Indiana University Press, pp. 282-304 ; Schmidt Elizabeth (2011), « Trade Unions and Nationalism in French Guinea, 1945-1958 », in C. Phelan (dir.), *Trade Unions in West Africa*, Oxford, Peter Lang, pp. 69-98.

⁶⁸ Dobert Margarita (1970), « Liberation and the Women of Guinea. Under Sekou Toure's Rule his most ardent group of supporters has found dual emancipation », *Africa Report*, 15(7), p. 26.

⁶⁹ Dobert M., « Liberation and the Women of Guinea », op. cit., p. 26

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *Ibid.*, p. 28.

⁷² Pour un aperçu intéressant des principales militantes dans les partis et les syndicats, telles que Jeanne Martin Cissé, consulter Pauthier Céline (2018), « “La femme au pouvoir, ce n'est pas le monde à l'envers”. Le militantisme au féminin en Guinée, des années 1950 à 1984 », in Gomez-Perez Muriel (dir.), *Femmes, génération et agency en Afrique subsaharienne : vers de nouveaux défis*, Paris, Karthala, pp. 73-113.

⁷³ Informations recueillies auprès des différentes délégations guinéennes en RDA sur invitation du FDGB. Consulter les rapports individuels dans SAPMO BArch, DY 34/16598 à DY 34/16600.

⁷⁴ Institut d'histoire sociale (IHS), CGT, Fonds Maurice Gastaud (FMG), (IHS FMG), 30 CFD-19, Rapport sur le fonctionnement de l'Université ouvrière africaine de Conakry de janvier 1960 à mars 1965, Maurice Gastaud, 23. Je remercie sincèrement Gabriele Siracusano d'avoir bien voulu me communiquer ces documents.

Tableau 2. Femmes syndicalistes à l'Université des travailleurs africains en Guinée, 1960

Nom	Pays	Centre national / Syndicat / Ville	Profession / Poste	Cours
Habi Traoré	Guinée	Dalaba	Dactylographe	Premier Cours (Dalaba, 6 au 22 Février 1960)
Pai Diallo	Guinée	CNTG Conakry	Dactylographe	Premier Cours (Dalaba, 6 au 22 Février 1960)
Tiguidanké Soumah	Guinée	CNTG Conakry	n. a.	
Fatoumata Barry	Guinée	Ministère de la santé publique à Conakry	Dactylographe	Deuxième Cours (Dalaba, 24 Juin au 16 Juillet 1960)
Mariama Barry (Mme)	Guinée	Secrétaire de l'Assemblée nationale	n. a.	Deuxième Cours (Dalaba, 24 Juin au 16 Juillet 1960)
Anne Romage	Guinée	Dabola	Sage-femme	Deuxième Cours (Dalaba, 24 Juin au 16 Juillet 1960)
Marguerite M'Baye	Guinée	Secrétaire au Ministère de l'information, Conakry	n. a.	Deuxième Cours (Dalaba, 24 Juin au 16 Juillet 1960)
Dédé Dosseh	n. a.	n. a.	PTT, partie à Bernao	Troisième cours (Conakry, 3 au 28 Décembre 1960)

Source : Maurice Gastaud, *Eléments critiques de l'exercice 1960 - et propositions pour 1961*, Université des travailleurs africains, Conakry, 17 janvier 1961, IHS FMG CFD 16.

Un autre facteur qui peut rendre surprenant le faible taux d'inscription des femmes à l'Université ouvrière de Conakry est la politique de la FSM à l'égard des femmes au niveau mondial, dont certains éléments ont été décrits ci-dessus. Les archives suggèrent que les autres écoles de formation syndicale destinées aux syndicalistes africains et gérées par la FSM et/ou ses affiliés nationaux en Europe centrale et orientale ne s'intéressaient pas non plus aux questions de genre dans les luttes syndicales. À l'Institut des étrangers du FDGB, qui s'implanta à l'école syndicale Fritz Heckert à Bernau près de Berlin en 1960, il y avait peu de femmes africaines syndicalistes – probablement encore moins qu'à l'école syndicale de la CISL à Kampala et qu'à l'initiative commune de UGTAN-FSM à Conakry. Eric Angermann remarquait que les quatre femmes (sur les 112 participants au cours, soit 3,6 %) qui suivirent les troisième et quatrième cours avaient été à peine mentionnées dans les rapports du personnel. Il notait également que le faible pourcentage de femmes parmi le personnel ne fut jamais reconnu comme un problème dans les rapports ou les discussions⁷⁵. En outre, contrairement à l'école syndicale de la CISL à Kampala, peu de femmes arrivant au collège du FDGB étaient des syndicalistes actives et leur intérêt pour un cours spécifiquement conçu pour les femmes syndicalistes était faible. Elles préféraient convaincre leurs hôtes qu'elles pouvaient suivre d'autres cours, comme ceux sur les soins infirmiers ou la profession de sage-femme, ou encore des études universitaires comme la médecine, en invoquant parfois les besoins de leur organisation d'origine et ceux des « gardiens » du syndicalisme africain, avec lesquels les fonctionnaires compétents de la RDA étaient en contact⁷⁶. Tel fut le cas de la Zambienne Pelluny Nkonde, qui n'avait que 16 ans lorsqu'elle arriva en RDA à l'automne 1961. Avec l'accord du FDGB, elle abandonna la formation syndicale de 18 mois pour suivre une formation de sage-femme et obtint une place à l'internat de l'académie de médecine de Dresde. Dans une lettre enthousiaste adressée au directeur du Bernau College, elle déclara qu'à la fin de ses études en 1966, elle avait l'intention de quitter la RDA pour travailler comme sage-femme en Zambie⁷⁷. L'exemple de Nkonde démontre ses compétences en stratégie de négociation qui se révèle ici fructueuse, mais aussi de l'aspect genré de ces mobilités étudiantes qui renforcent souvent les divisions sexuées du travail⁷⁸.

⁷⁵ Angermann Eric (2018), « "Ihr gehört auch zur Avantgarde". Afrikanische Gewerkschafter an der FDGB-Hochschule Fritz Heckert (1961-1963) », mémoire de maîtrise, Université de Göttingen, p. 56.

⁷⁶ Harisch I., « Great Hopes, False Promises », op. cit., pp. 26-28, 210-214.

⁷⁷ SAPMO BArch, DY 79/617, Pelluny Nkonde à Heinz Deutschland, Dresde, 18 mars 1966.

⁷⁸ Pour le « pragmatisme stratégique » comme grille de lecture des militantes africaines contactant et négociant avec plusieurs organisations, voir Barthélemy P. et Panata S., « Militantes africaines », op. cit.

Tableau 3. Femmes syndicalistes au FDGB Fritz Heckert College, 1960-1966

Nom	Pays / Centre National	Cours	Informations complémentaires
Lily Ayensu	Ghana / Ghana TUC	Deuxième Cours (13 Septembre 1960 à Avril/Mai 1961)	
Rose Taylor	Ghana / Ghana TUC	Troisième Cours (Septembre 1961 à Mars 1963)	De retour au Ghana, elle travaille au siège du TUC à Accra et participe à l'organisation de conférences syndicales internationales. Elle a également étudié à l'Institut idéologique Kwame Nkrumah.
Pelluny Nkonde	Rhodésie du Nord	Troisième Cours (Septembre 1961 à Mars 1963)	Elle arrive en RDA à l'automne 1961, à l'âge de 16 ans, grâce à un accord officiel entre les syndicats de Rhodésie du Nord et d'Allemagne de l'Est. Elle réoriente ses études pour devenir sage-femme avec l'approbation du FDGB. Elle termine ses études en 1966 pour retourner dans la Zambie indépendante.
Adelheid Ndjave	Afrique du Sud-Ouest	Cinquième Cours (Septembre 1964 au 16 Avril 1966)	
Sane Abha	Ouganda	Cinquième Cours (Septembre 1964 au 16 Avril 1966)	N'ayant aucune expérience du syndicalisme, elle travaille comme sténographe avant de commencer ses études à Bernau. Fille présumée d'un riche homme d'affaires indien en Ouganda, elle a de bonnes relations avec le dirigeant syndical ougandais John Reich, qui l'a recommandée pour l'obtention d'une bourse d'études en RDA.

Source : Compilation de SAPMO BArch DY 79/205, DY 79/405, DY 79/443, DY 44/972, DY 79/977, DY 34/2134.

Les discussions sur la formation syndicale dans les écoles syndicales d'Afrique et d'Europe situées dans l'orbite de la FSM témoignent d'une ignorance similaire des femmes travailleuses et syndicalistes. En avril 1963, une réunion de haut niveau fut organisée conjointement par la FSM et le FDGB au Fritz Heckert College à Bernau. Des responsables syndicaux exclusivement masculins (et exclusivement blancs à l'exception du secrétaire soudanais de la FSM, Ibrahim Zakaria) et les directeurs des écoles syndicales de Conakry, Bamako, Bernau, Prague, Moscou et Sofia s'y retrouvèrent⁷⁹. Cette réunion révèle les rapports de pouvoir au sein de la FSM, de toute évidence en termes de genre – aucune femme n'a participé à la discussion – et de race. Les transcriptions de l'« échange d'expériences » de 1963 de la FSM montrent comment les fonctionnaires et les éducateurs communistes, unis dans un esprit d'« internationalisme prolétarien », aspiraient à forger une avant-garde ouvrière socialiste sur le continent africain. La question des origines de classe « convenable » et, plus précisément, la manière d'équilibrer la prépondérance dans les cours des soi-disant intellectuels petits bourgeois par rapport aux travailleurs ordinaires (de l'industrie) et aux membres de base des syndicats sous représentés dans les admissions aux écoles de formation syndicales fut longuement débattue lors de la réunion. À l'inverse, le nombre extrêmement faible de femmes africaines inscrites dans les cours ne fut nullement discuté⁸⁰. Ainsi, les campagnes très médiatisées menées par la FSM après la conférence de 1956 dans le but d'amener « les femmes à participer davantage à la vie et à la direction des syndicats⁸¹ » ne se traduisirent par aucune action en faveur des femmes africaines syndicalistes et pour promouvoir leur formation dans les écoles syndicales gérées par la FSM.

⁷⁹ SAPMO BArch, DY 34/3291, Probleme des Inhalts der Ausbildung afrikanischer Gewerkschafter [...], Bernau, 20 juin 1963.

⁸⁰ Pour une discussion approfondie sur ce rassemblement, voir Harisch Immanuel R. et Burton Eric (2023), « The Missing Link ? Western Communists as Mediators Between the East German FDGB, the World Federation of Trade Unions (WFTU), and African Trade Unions in the Late 1950s and Early 1960s », *International Labor and Working-Class History*, 103, pp. 292-311.

⁸¹ Zimmermann S., « Spurring Women to Action? », op. cit., p. 351.

Les syndicalistes africaines et leurs camarades masculins dans les mouvements syndicaux en Afrique

Les structures patriarcales entravèrent considérablement la prise en compte des femmes syndicalistes dans le domaine de l'éducation et de la formation syndicales. Celles aspirant à une bourse d'études à l'étranger furent freinées pour un certain nombre de raisons : la résistance des parents, des conjoints ou de l'employeur, mais aussi les tâches de garde d'enfants que les époux et/ou la famille élargie n'étaient pas disposés à assumer⁸². Être célibataire et sans enfant facilitait certainement l'obtention d'une bourse d'études à l'étranger. Lorsque l'on examine l'*agency* des Africaines, il est important de ne pas sous-estimer la reproduction des structures patriarcales par les dirigeants syndicaux masculins. Dans la plupart des centrales nationales, ce sont les dirigeants syndicaux masculins, que je qualifie de personnalités « garde-barrière », qui contrôlaient les flux financiers, la circulation des informations et – surtout – la distribution des bourses entre leur centrale syndicale et les fédérations internationales⁸³. Comme le rappelait le directeur du FDGB Bernau College, la *sélection* des participants potentiels aux cours était *de facto* une affaire africaine : « qui a été sélectionné, dans quelles conditions ils sont venus ici – nous [le personnel de l'école] ne connaissions pas les critères de sélection⁸⁴ ». Les relations personnelles des dirigeants masculins jouèrent également un rôle important. Dans le cas de la fédération syndicale ghanéenne (TUC), le secrétaire général John K. Tettegah sélectionna personnellement les première et deuxième cohortes (soit près de trente personnes), qui reçurent une formation syndicale en RDA.

S'il était ainsi donné aux participants la possibilité de parfaire leurs compétences et leurs connaissances, les femmes se devaient de naviguer dans un milieu androcentré : les établissements d'enseignement tels que le Kampala College et l'Université ouvrière de Conakry étaient tous dirigés par des hommes, et la majorité des participants aux cours étaient des hommes. Yvette Richards nous a fait part d'un certain nombre d'expériences de femmes syndicalistes de toute l'Afrique, notamment Elizabeth Cirne de Gambie, Florence Chinyani de Rhodésie du Sud, Elizabeth Muturi du Kenya et Elizabeth Asabor du Nigeria, ayant suivi les cours de l'African Labour College de la CISL⁸⁵.

Cette section présentera deux micro-études de cas. La première concerne la bourse d'études pour les syndicalistes africaines de l'International Ladies Garment Workers Union (ILGWU), qui était autrefois l'un des plus grands syndicats des États-Unis. La dirigeante syndicale afro-américaine Maida Springer, qui fit pression sur les organisations syndicales américaines et internationales à partir de 1957, fut la principale instigatrice du programme de bourses d'études pour les travailleurs de l'habillement de l'AFL-CIO. En mai 1961, le programme amena six participants aux États-Unis, dont Joyce Chanda, qui fut probablement la première syndicaliste africaine à étudier aux États-Unis, détachée par le United Trades Union Congress (UTUC) de Rhodésie du Nord⁸⁶. L'AFL-CIO finança le programme et l'ILGWU, en tant qu'affiliée, mit à disposition son école et son personnel pour le cours⁸⁷. En septembre 1961, lors d'un voyage d'étude aux États-Unis, le président de l'UTUC, Jonathan Chivunga, visita les installations de l'ILGWU à New York, où Chanda était inscrite. Dans une lettre adressée à George Meany, président de l'AFL-CIO, Chivunga remarquait :

J'ai été impressionné de voir *ma propre fille* [Joyce Chanda] être si fière d'elle. J'ai discuté du futur poste de ma fille avec M^{me} Maida Springer. *J'ai décidé* qu'elle [Joyce Chanda] intégrerait mon bureau en tant que secrétaire à son retour et j'ai demandé à Maida de prolonger son séjour si elle ne savait pas taper encore efficacement et rapidement⁸⁸.

⁸² Pugach Sara (2022), *African Students in East Germany, 1949-1975*, Ann Arbor, University of Michigan Press, pp. 70-71.

⁸³ Harisch I., « Great Hopes, False Promises », op. cit., pp. 26-28.

⁸⁴ Entretien de l'auteur avec Heinz Deutschland et Ernst Hoffmann, Bernau, 14 avril 2019.

⁸⁵ Richards Y., « Labor's Gendered Misstep », op. cit., pp. 429-433.

⁸⁶ Richards Yvette (2000), *Maida Springer : Pan-Africanist and International Labor Leader*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, pp. 223-226 et 332.

⁸⁷ Archives de l'AFL-CIO, Université du Maryland, Département des affaires internationales de l'AFL-CIO, Country Files, RG18-001, Boîte 13, Zambie 1959-70, Maida Springer à J. K. Chivunga, Washington, 29 juin 1962.

⁸⁸ Archives de l'AFL-CIO, Boîte 13, J. K. Chivunga au président Meany, Kitwe [?], 22 septembre 1961. Les italiques sont de l'auteur.

Tableau 4. Femmes syndicalistes au Collège africain du travail de la CISL, 1958-68

Nom	Pays	Âge	Profession	Nom du syndicat	Position dans le syndicat	Cours	Informations complémentaires
Pauline M. Clark	Ghana	n. a.	Organisatrice nationale	Syndicat de la radiodiffusion	Organisatrice nationale	2 ^e	
Cecile Suzette Boyjonaugh	Maurice (Vacoas)	21	Assistante technique de laboratoire	Syndicat des travailleuses	Organisatrice	4 ^e	
Florence H. Chinyani	Rodésie du Sud (Salisbury)	17	Sous-secrétaire	Syndicat des travailleurs, tailleurs et vêtements	Sous-secrétaire	5 ^e	
Elizabeth W. (Muturi)	Kenya	n. a.	Éducation	Syndicat des travailleurs domestiques de l'hôtellerie	Employée de bureau	8 ^e	Coordinatrice des activités féminines pour la Fédération du travail du Kenya au début des années 1960, elle a assisté à la réunion de l'été 1964 de la Conférence mondiale de la CISL/ITS à Bruxelles. Elle a entretenu des contacts étroits avec le comité des femmes de la CISL/ITS et les organisations féminines sociales-démocrates en Europe.
Elizabeth I. Ajabor [Asabor]	Nigeria	n. a.	Éducation	Syndicat des travailleurs africains K. Chalaral	Trésorière	8 ^e	Avec Beatrice Simpson et Agnes Adenowo, Asabor a aidé le représentant de la CISL à mettre en place et à gérer le premier centre d'éducation des adultes et des travailleurs dans un quartier ouvrier près de Lagos en 1963. Après avoir obtenu son diplôme au Kampala College, elle a été recommandée pour suivre une formation au siège de la CISL à Bruxelles.
V. S. Mudzizu	Rodésie du Sud	n. a.	Éducation	Syndicat des travailleurs de l'hôtellerie et de la restauration	Secrétaire administrative (affaires féminines)	8 ^e	

Joyce B. Chanda	Kitwe (Rhodésie du Nord)	27	Commis	Syndicat des mineurs de Rhodésie du Nord	Organisatrice des femmes	10 ^e	Elle a étudié aux États-Unis en 1961-1962 grâce à une bourse de l'International Ladies Garment Workers Union (ILGWU). À son retour en Rhodésie du Nord, elle est transférée de l'UTUC (United Trades Union Congress) aux bureaux du Mineworkers' Union à Kitwe. Elle suit le dixième cours au Kampala College du 3 février au 26 mai 1964.
Clara Ukamaka Anyalor	Aba (Nigeria oriental)	21	Commis comptable	Syndicat E. N. D. C. & A. W.	Membre	16 ^e	
Cecilia Bokgathamang Tumelo	Salisbury (Rhodésie du Sud)	32	Assistante sociale	Syndicat des travailleurs municipaux	Membre exécutif	16 ^e	
Agnes Dina Adenowo	Nigeria	n. a.	Sténographe, Commis	United Labour Congress	Secrétaire	18 ^e	Elle était membre de l'équipe du bureau régional de la CISL à Lagos et membre du présidium de la troisième conférence internationale des femmes de la CISL en 1968. Elle a été secrétaire du Comité des affaires féminines (WAC) au sein du United Labour Congress (ULC) du Nigeria et sténographe au bureau de l'AFRO. Elle a suivi le dix-huitième cours de l'African Labour College à Kampala en 1968.

Source : IISH 1188 et 4021g.

L'expression « ma propre fille » montre l'attitude paternaliste de Chivunga à l'égard de Chanda. En outre, le président de l'UTUC indique clairement au président Meany, peut-être pour souligner son statut et son prestige, qu'il est en mesure de décider en toute autonomie de l'endroit où Chanda serait affectée à son retour des États-Unis. La lettre est également révélatrice de l'encadrement disciplinaire de Chanda, puisque Chivunga précise que « [s]i Joyce Chanda ne s'est pas bien comportée, Maida [Springer] vous [Meany] en rendra compte. Mais j'ai bon espoir qu'elle vous prouvera qu'elle est une bonne petite fille travailleuse »⁸⁹. Outre le fait qu'il rabaisse Chanda, alors âgée d'une vingtaine d'années, au rang de « petite fille », le message semble indiquer que les femmes du mouvement syndical doivent prouver qu'elles sont dignes de recevoir une bourse d'études en travaillant dur et en se dévouant à la tâche.

Au printemps 1962, Chanda rentre en Rhodésie du Nord après avoir bénéficié d'une bourse de neuf mois à l'étranger. Selon ses attentes et celles de Springer, Chanda devait jouer un rôle organisationnel majeur dans le mouvement syndical de Rhodésie du Nord, tout en étant employée par l'UTUC⁹⁰. Alors que Chivunga espérait faire d'elle sa secrétaire personnelle, les responsables masculins de l'UTUC en Rhodésie du

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ Archives de l'AFL-CIO, Boîte 13, Maida Springer à J. K. Chivunga, Washington, 29 juin 1962.

Nord ne semblaient pas particulièrement désireux de promouvoir une femme dans la hiérarchie du syndicat, en dépit de la formation qu'elle avait reçue à l'étranger. Dans une lettre adressée à Springer, les dirigeants de l'UTUC, Chivunga et Matthew Mwendapole, affirmèrent ne pas disposer des ressources financières nécessaires pour payer le salaire de Chanda qui ne travaillait qu'à temps partiel à son retour⁹¹. Après que Springer ait accédé à la demande de l'UTUC de subventionner le salaire de Chanda pendant cinq mois, Mwendapole se plaignit dans une lettre adressée à Michael Ross, directeur du département des affaires internationales de l'AFL-CIO, que cela soulevait une « question intéressante » car « le salaire de Chanda sera plus élevé que celui de n'importe quel autre dirigeant de l'UTUC [...] Il est regrettable que vous n'en ayez pas eu conscience »⁹². Il affirmait ainsi qu'après les cinq mois de subventions, l'UTUC ne serait pas en mesure de garder Chanda. Cet incident prouve que les avantages d'une bourse pour les femmes étaient souvent considérés avec mépris par les hauts responsables masculins.

En juin 1962, Chanda fut soudainement transférée des bureaux de l'UTUC au syndicat des mineurs à Kitwe. Springer déclara alors qu'elle s'occuperait du transfert de 150 dollars US, qui comprenait la subvention pour les salaires de Chanda, au syndicat des mineurs⁹³. En raison du complexe d'infériorité des dirigeants de l'UTUC à l'égard de Chanda, c'est le syndicat des mineurs, et non l'UTUC, qui bénéficia d'une travailleuse nouvellement formée et de l'appui de l'AFL-CIO. En 1964, à l'âge de 27 ans, alors qu'elle travaillait comme employée de bureau et organisatrice des femmes pour la Northern Rhodesian Mineworkers Union, Chanda suivit le dixième cours de l'African Labour College de la CISL à Kampala⁹⁴.

Une micro-étude de cas similaire concernant l'agentivité des femmes, l'éducation et les flux financiers a impliqué les principaux responsables de la KFL et la responsable du syndicat des femmes kenyans, Hilda Otieno. De 1961 à 1963, Otieno fut directrice adjointe de l'éducation à la Fédération kenyane du travail (KFL) et voyagea dans les États membres de la CISL au début des années 1960, y compris à la première conférence des femmes à Vienne en 1963⁹⁵. Lors d'un voyage d'étude en Allemagne de l'Ouest, Otieno semble avoir noué des liens d'amitié avec un groupement populaire de femmes de Francfort dirigé par l'ancienne communiste et future membre du Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD), Erna Lang. Par l'intermédiaire du secrétaire général adjoint de la CISL, Herbert Tulatz, qui était un responsable syndical ouest-allemand chargé de l'éducation et des femmes, le groupe fit un don à l'école de la KFL, dirigée par Otieno⁹⁶. Depuis avril 1961, l'école proposait des cours quotidiens de couture, de cuisine, d'hygiène, de nutrition et d'anglais pour les épouses des travailleurs dans la maison de la solidarité de la KFL. En quelques semaines, 35 femmes s'y étaient inscrites. La première promotion fut diplômée en 1962. Les objectifs de ces cours étaient d'« éviter l'oisiveté » et de promouvoir l'alphabétisation des adultes. La KFL organisait également des séminaires le week-end dans tout le pays afin d'encourager le *leadership* des travailleuses, offrant des espaces où « les travailleuses parlaient librement de leurs problèmes dans l'industrie et du rôle qu'elles devraient jouer dans un pays en développement comme le Kenya⁹⁷ ».

Les hauts responsables kenyans masculins étaient loin d'apprécier qu'un don vienne de la base et soit directement versé à une femme cadre. Dans une lettre furieuse adressée au secrétaire général de la CISL, Omer Becu, le secrétaire général adjoint (et sénateur) de la KFL, Clement K. Lubembe, se plaignit qu'Otieno ait reçu 914 shillings kenyans (1 000 marks ouest-allemands) d'un représentant de la CISL en Afrique de l'Est, à utiliser par la section féminine de la KFL⁹⁸. Lubembe et d'autres hauts fonctionnaires masculins étaient déterminés à agir comme les seuls dépositaires des flux financiers vers la KFL. Si la critique de Lubembe selon laquelle les responsables de la KFL ne connaissaient ni la source ni l'utilisation prévue de l'argent donné est plausible, la façon dont toute l'affaire a été gérée suggère également la jalousie et la peur de perdre le contrôle. À aucun moment n'est exprimé de satisfaction quant à la capacité de la section féminine à acquérir des fonds supplémentaires de l'étranger. Otieno fut également menacée de mesures disciplinaires par Lubembe et ne travailla plus pour la KFL quelques mois plus tard⁹⁹.

⁹¹ Archives de l'AFL-CIO, Boîte 13, M. R. Mwendapole à Maida Springer, Kitwe, 5 avril 1962.

⁹² Archives de l'AFL-CIO, Boîte 13, M. R. Mwendapole à Michael Ross, Kitwe, 3 mai 1962.

⁹³ Archives de l'AFL-CIO, Boîte 13, Maida Springer à J. K. Chivunga, Washington, 29 juin 1962.

⁹⁴ Harisch I., « Great Hopes, False Promises », op. cit., p. 525.

⁹⁵ Föger K., « Gewerkschaftsbund Goes Global », op. cit.

⁹⁶ IISH 2396c, Erna Lang à Herbert Tulatz, Francfort, 30 novembre 1963.

⁹⁷ IISH 2396c, « Kenya Federation of Labour », lettre de Walter Ottenyo au secrétaire général de la CISL, 13 décembre 1963.

⁹⁸ IISH 2396c, Clement K. Lubembe à Omer Becu, Nairobi, 29 juin 1963.

⁹⁹ IISH 2396c, Clément K. Lubembe à Omer Becu, Nairobi, 29 juin 1963 ; IISH 2396c, Herbert Tulatz à Erna Lang, Bruxelles, 10 décembre 1963.

Catherine Naswa Machyo a montré que dans le mouvement syndical kenyan, le caractère masculin des réseaux personnels au niveau national – en particulier les cercles de direction de la centrale syndicale nationale – constituait un obstacle important à l'organisation des femmes dans les syndicats et à leur accession à des postes de direction car « les procédures informelles des syndicats pour les nominations ou les désignations reposaient sur des réseaux masculins établis »¹⁰⁰. L'acquisition par Otieno de fonds pour l'école de la KFL et les activités des femmes à l'insu des dirigeants masculins de la KFL – probablement parce qu'elle pensait que s'ils en avaient connaissance, les responsables masculins décideraient de dépenser l'argent autrement – peut donc être considérée comme une stratégie pour contourner les réseaux syndicaux masculins.

La candidature (finalement couronnée de succès) de la syndicaliste nigériane Agnes Adenowo, dont j'ai évoqué l'activisme et la quête éducative, constitue un cas similaire. Non seulement elle soumit sa demande de bourse d'études à l'African Labour College de la CISL au centre national, l'ULC, mais elle écrivit également directement aux hauts responsables de la CISL pour leur rappeler l'importance de l'éducation et de la formation en particulier pour les dirigeantes¹⁰¹. Adenowo voulait ainsi s'assurer que sa demande ne se « perdrait » pas au siège de l'ULC à Lagos car, émanant d'une femme, elle risquait de n'être jamais transmise délibérément par les hauts responsables masculins au Kampala College ou au siège de la CISL à Bruxelles.

Dans de nombreux cas, la majorité des responsables syndicaux masculins blancs de la CISL et de la FSM ont activement résisté ou mis de côté les aspects liés au genre : la « féminisation » de la formation syndicale, une plus grande représentation des femmes dans les cours, la résolution de problèmes tels que l'égalité des salaires, la garde des enfants et plus généralement la prise en compte des structures patriarcales qui empêchaient les femmes d'accéder aux échelons supérieurs des syndicats. La perpétuation de la domination masculine ne peut être attribuée à un seul camp politico-idéologique de la Guerre froide : elle incluait des hauts fonctionnaires du conseil exécutif de la CISL, des hommes communistes au sein de la FSM, des directeurs et des conférenciers d'orientation « libérale » et sociale-démocrate qui intervenaient dans les écoles de formation syndicale, ainsi que des dirigeants syndicaux africains qui jouaient un rôle crucial dans le processus de sélection des futurs participants aux cours. Malgré la résistance des dirigeants masculins de la CISL, le comité des femmes de la CISL/ITS eut une influence importante sur l'augmentation du financement, la création d'opportunités de formation et un engagement général accru en faveur des intérêts des travailleuses au sein de la CISL et de ses organisations membres. Les femmes syndicalistes africaines, telles que celles de l'ULC du Nigéria, furent parmi les plus actives à répondre à cette brève dynamique alimentée par des cours, par des publications et par la création d'écoles de formation syndicale et de centres d'éducation des travailleurs.

Dans l'orbite de la FSM, le genre n'était pas pris en compte. Il n'y eut pas d'initiative coordonnée pour augmenter le nombre d'inscriptions de femmes (africaines) dans les collèges syndicaux, car l'avant-garde révolutionnaire africaine était celle formée par les ouvriers salariés urbains de sexe masculin. Le processus de sélection dépendait dans une large mesure des Africains. La représentation relativement élevée des femmes guinéennes, contrairement à d'autres régions du continent, témoigne du fait que l'engagement idéologique en faveur de la promotion des femmes se traduit par une action positive. Les dirigeants syndicaux, les activistes et les politiciens africains furent les principaux agents du processus de distribution des bourses, influencés par les réseaux masculins locaux d'amitié et de patronage. Les femmes revenant de l'étranger furent confrontées à des obstacles de la part des dirigeants syndicaux masculins, tout comme les femmes cadres qui cherchaient à établir leurs propres réseaux leur permettant de garder le contrôle sur les fonds et autres formes d'assistance matérielle reçus. Dans l'ensemble, les événements survenus dans les divers organes syndicaux nationaux et internationaux et dans les écoles de formation sont représentatifs de la structuration plus large des mouvements syndicaux africains des années 1950 et 1960. La marge de manœuvre dont jouissaient les femmes se négociait dans les frontières étroites de la périphérie.

Immanuel R. Harisch

Plateforme de recherche pour l'étude des transformations et de l'Europe de l'Est, Université de Vienne, Autriche

Traduit de l'anglais par Françoise Blum, Camille Mathy, Ophélie Rillon et Elena Vezzadini

¹⁰⁰ Machyo Catherine Naswa (2003), « An Analysis of Women's Participation in Trade Union Leadership in Kenya », mémoire de maîtrise, Université de Nairobi, p. 19.

¹⁰¹ IISH 2396d, Agnes Adenowo à Herbert Tulatz, Ebute-Metta, 29 juillet 1967.

Bibliographie

- ANGERMANN Eric (2018), « «Ihr gehört auch zur Avantgarde». Afrikanische Gewerkschafter an der FDGB-Hochschule Fritz Heckert (1961-1963) », mémoire de maîtrise, Université de Göttingen.
- BARTHÉLEMY Pascale (2022), *Sororité et colonialisme : Françaises et Africaines au temps de la guerre froide, 1944-1962*, Paris, Éditions de la Sorbonne.
- BARTHÉLEMY Pascale et PANATA Sara (2023), « Militantes africaines et organisations féminines internationales dans la Guerre froide. Un pragmatisme stratégique (1947-1963) », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 1 (57), pp. 23-45.
- BETTI Eloisa, PAPASTEFANAKI Leda, TOLOMELLI Marcia, ZIMMERMANN Susan (2022), « Thinking the History of Women's Activism into Global Labor History », in E. Betti, L. Papastefanaki, M. Tolomelli and S. Zimmermann (dir.), *Women, Work, and Activism : Chapters of an Inclusive History of Labor in the Long Twentieth Century*, New York, Central European University Press, pp. 1-31.
- BLUM Françoise (2012), « Christian Doctrines and Practices of Solidarity in the 1960s », in B. Unfried and E. Himmelstoß (dir.), *Die eine Welt schaffen : Praktiken von « Internationaler Solidarität » und « Internationaler Entwicklung » / Créer un monde. Pratiques de la « solidarité internationale » et du « développement international »*, Leipzig, Akademische Verlagsanstalt, pp. 157-168.
- BLUM Françoise (2013), « Une formation syndicale dans la Guinée de Sékou Touré : l'université ouvrière africaine, 1960-1965 », *Revue historique*, 667(3), pp. 661-691.
- BOLANWE Awe (1991), « Writing Women into History : The Nigerian Experience », in K. Offen, R. C. Pierson et J. Rendall (dir.), *Writing Women's History : International Perspectives*, Bloomington, Indiana University Press, pp. 211-220.
- BOUREL Étienne et Vadot Guillaume (2022), « Le salariat, un objet devenu (trop) discret en études africaines », *Cahiers d'études africaines*, 245-246, pp. 9-39.
- BRÜGEL J. W. (1965), « Die Gewerkschaftsschule am Äquator », *Praxis der Erwachsenenbildung*, pp. 116-118.
- CAREW Anthony (2000), « A False Dawn : The World Federation of Trade Unions (1945-1949) », in A. Carew, M. Dreyfus, G. Van Goethem, R. Gumbrell-McCormick et M. van der Linden (dir.), *The International Confederation of Free Trade Unions*, Berne, Peter Lang, pp. 165-186.
- COOPER Frederick (1996), *Decolonisation and African Society. The Labor Question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.
- COOPER Frederick (2003), « Industrial Man Goes to Africa », in Lisa A. Lindsay et Stephan F. Miescher (dir.), *Men and Masculinities in Modern Africa*, Portsmouth, Heinemann, pp. 128-137.
- DOBERT Margarita (1970), « La libération et les femmes de Guinée. Under Sekou Toure's rule his most ardent group of supporters has found dual emancipation », *Africa Report*, 15(7), pp. 26-28.
- FÖGER Katharina (2023), « Gewerkschaftsbund goes global. Österreichische Gewerkschaftssolidarität mit dem Globalen Süden zwischen 1955 und 1965 », *historia.scribere*, 2023(15), pp. 63-79.
- HARISCH Immanuel R. (2018), « “Mit gewerkschaftlichem Gruß!” Afrikanische GewerkschafterInnen an der FDGB-Gewerkschaftshochschule Fritz Heckert in der DDR », *Stichproben : Vienna Journal of African Studies*, 34(18), pp. 77-109.
- HARISCH Immanuel R. (2023), « Great Hopes, False Promises. Les syndicats africains dans le monde du travail organisé. Institutions, Networks, and Mobilities during the Cold War 1950s and 1960s », thèse de doctorat, Université de Vienne, 2023.
- HARISCH Immanuel R. & Burton Eric (2023), « The Missing Link ? Western Communists as Mediators Between the East German FDGB, the World Federation of Trade Unions (WFTU), and African Trade Unions in the Late 1950s and Early 1960s », *International Labor and Working-Class History*, 103, pp. 292-311.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (1967), *Evaluation and Prospects of Technical Assistance in Africa*, Genève, OIT.

- KOTT Sandrine (2024) [trad. Arby Gharibian], *A world more equal : an internationalist perspective on the Cold War*, New York, Columbia University Press.
- LAOT Françoise (2015), « La formation des travailleuses (1950-1968) : une revendication du syndicalisme mondial ? Contribution à une histoire dénationalisée de la formation des adultes », *Le Mouvement social*, 253, pp. 65-87.
- LAOT Françoise (2022), « French Trade Unionists Go International: The Circulation of Ideas on the Education and Training of Women Workers in the 1950s and 1960s », in E. Betti, L. Papastefanaki, M. Tolomelli and S. Zimmermann (dir.), *Women, Work, and Activism : Chapters of an Inclusive History of Labor in the Long Twentieth Century*, New York, Central European University Press, pp. 255-276.
- LEFAUCHEUX Marie-Hélène (1962), « La contribution des femmes au développement économique et social des pays africains », *Revue internationale du Travail*, 86-1, pp. 17-33.
- LEWIS Su Lin (2019), « “Nous ne sommes pas des copistes” : Socialist Networks and Non-alignment from Below in A. Philip Randolph’s Asian Journey », *Journal of Social History*, 53-2, pp. 402-428.
- MACHYO Catherine Naswa (2003), « An Analysis of Women’s Participation in Trade Union Leadership in Kenya », mémoire de maîtrise, Université de Nairobi.
- MAUL Daniel Roger, PUDDU Luca et Tijani Hakeem Ibikunle (2019), « The International Labour Organization », in S. Bellucci et A. Eckert (dir.), *General Labour History of Africa*, Woodbridge, Boydell and Brewer, pp. 223-264.
- MIESCHER Stephan F. et LINDSAY Lisa A. (2003), « Introduction : Men and Masculinities in Modern African History », in L. A. Lindsay and S. F. Miescher (dir.), *Men and Masculinities in Modern Africa*, Portsmouth, Heinemann.
- NOVEMBER András (1965), *L’Évolution du mouvement syndical en Afrique occidentale*, Paris, Mouton.
- PANATA Sara (2016), « Revendiquer des droits politiques au Nigéria. Le Women Movement dans les années 1950 », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 43, pp. 174-183.
- PARPART Jane L. (1988), « Women, Work and Collective Labour Action in Africa », in R. Southall (dir.), *Labour and Unions in Asia and Africa : Contemporary Issues*, New York, St. Martin’s Press, pp. 238-255.
- PAUTHIER Céline (2018), « “La femme au pouvoir, ce n’est pas le monde à l’envers.” Le militantisme au féminin en Guinée, des années 1950 à 1984. », in M. Gomez-Perez (dir.), *Femmes, génération et agency en Afrique subsaharienne : vers de nouveaux défis*, Paris, Karthala, pp. 73-113.
- PUGACH Sara (2022), *African Students in East Germany, 1949-1975*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- RICHARDS Yvette (2000), *Maida Springer : Pan-Africanist and International Labor Leader*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.
- RICHARDS Yvette (2011), « Labor’s Gendered Misstep : The Women’s Committee and African Women Workers, 1957-1968 », *International Journal of African Historical Studies*, 44(3), pp. 415-442.
- RICHARDS Yvette (2013), « Marred by Dissimulation : The AFL-CIO, the Women’s Committee, and Transnational Labor Relations », in R. A. Waters and G. Van Goethem (dir.), *American Labor’s Global Ambassadors*, New York, Palgrave Macmillan US, pp. 39-58.
- RICHARDS Yvette (2018), « Transnational Links and Constraints : Women’s Work, the ILO and the ICFTU in Africa, 1950s-1980s », in E. Boris, D. Hohtker and S. Zimmermann (dir.), *Women’s ILO. Transnational Networks, Global Labour Standards and Gender Equity, 1919 to Present*, Leyde, Brill, pp. 149-175.
- SCHMIDT Elizabeth (2002), « “Emancipez vos maris !” Women and Nationalism in Guinea, 1953-1958 », in J. Allman, S. Geiger and N. Musisi (dir.), *Women in African colonial histories*, Bloomington, Indiana University Press, pp. 282-304.
- SCHMIDT Elizabeth (2011), « Trade Unions and Nationalism in French Guinea, 1945-1958 », in C. Phelan (dir.), *Trade Unions in West Africa*, Oxford, Peter Lang, pp. 69-98.

- SIRACUSANO Gabriele (2021), « Trade union education in former French Africa (1959-1965) : ideological transmission and the role of French and Italian communists », *Third World Quarterly*, 42(3), pp. 483-502.
- WOLF Johanna (2024), « “Women as Workers.” Discussions about Equal Pay in the World Federation of Trade Unions in the Late 1940s », in S. Çağatay, A. Ghit, O. Gnydiuk, V. Helfert, I. Masheva, Z. Popova, J. Tešija, E. Varsa and S. Zimmermann (dir.), *Through the Prism of Gender and Work : Women’s Labour Struggles in Central and Eastern Europe and Beyond, 19th and 20th Centuries*, Leyde, Brill, pp. 202-230.
- ZELEZA Tiyaambe (1988), *Labour, Trade Union Organisation and Women’s Participation in Kenya 1963-1987*, Nairobi, Friedrich Ebert Foundation.
- ZIMMERMANN Susan (2023), « Spurring Women to Action ? Communist-led Women’s Trade Unionism Between the Hungarian Shop Floor and Top-level Internationalism, 1947 to 1959 », *Journal of Contemporary Central and Eastern Europe*, 31(2), pp. 339-362.